

SIGNAUX CONTRASTÉS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le chômage poursuit sa hausse au Luxembourg, même si la dynamique de l'emploi s'améliore. La reprise du secteur privé bénéficie davantage aux frontaliers. Toutefois, les perspectives d'embauches diminuent depuis l'éclatement de la guerre en Iran.

Au Luxembourg, la progression de l'emploi devrait se renforcer au 2^e trimestre 2026 (+0.5% sur un trimestre) selon les données préliminaires disponibles jusqu'en juin. Elle poursuivrait ainsi son redressement entamé fin 2024. Avec +1.9% sur un an en juin, la croissance des effectifs dépasserait largement les +0.6% de décembre 2024, tout en restant nettement en-deçà des progressions de plus de 3% enregistrées en 2022 et avant l'éclatement de la crise du Covid.

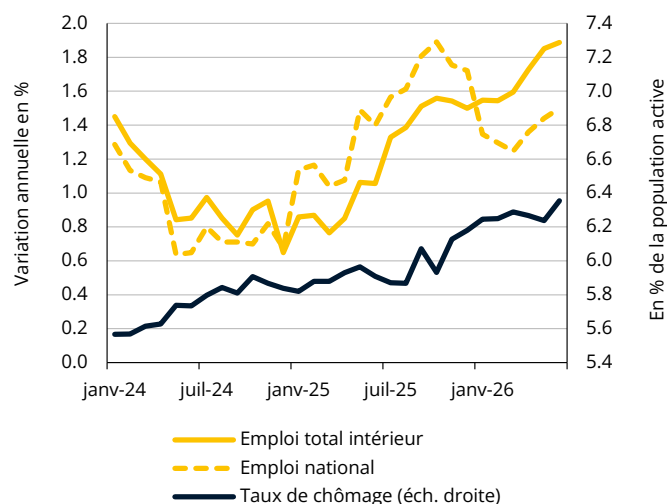
Malgré ce regain de dynamisme, le taux de chômage augmente une nouvelle fois, passant à 6.4% de la population active en juin. Il avait commencé à refluer sur l'été 2025 (à 5.9% en août dernier), avant de nettement rebondir. Ces évolutions à première vue contradictoires résultent en partie de la faiblesse relative de l'emploi national et de l'accroissement de la population active, potentiellement suite à l'inscription à l'ADEM de personnes auparavant inactives (cf. Conjoncture flash de juin 2026).

Progression soutenue de l'emploi frontalier

Si l'emploi frontalier a connu un renforcement progressif vers 2.4% sur un an en juin 2026 – témoignant d'une certaine reprise conjoncturelle – l'emploi national (c'est-à-dire des résidents) s'est replié. Après un pic à +1.9% sur un an en octobre 2025, l'emploi des résidents a ralenti à +1.2% en mars 2026, avant de se redresser légèrement à +1.5% en juin. Ce profil reflète les fluctuations des effectifs dans l'administration publique et l'éducation, catégorie dominée par les résidents (près de 90%) et principal créateur net d'emplois ces deux dernières années.

L'emploi frontalier a quant à lui progressé principalement sous l'impulsion d'une accélération dans la santé et l'action sociale. Les non-résidents ont contribué pour deux tiers à la création nette d'emplois salariés sur un an dans cette branche (en avril 2026, dernier mois pour lequel ce niveau de détail est disponible). Les frontaliers ont aussi tiré profit du rebond dans les services administratifs et de soutien (du travail intérimaire notamment, témoignant des perspectives améliorées dans la construction entre autres) alors que le nombre de salariés résidents y a stagné. Dans plusieurs branches, le nombre de frontaliers s'inscrit en hausse sur un an en avril, alors que celui des résidents recule. L'écart se creuse surtout dans la construction et le commerce et dans une moindre mesure dans l'Horeca, l'industrie et l'information et communication. A l'inverse, dans les activités financières et d'assurance, l'emploi salarié résident progresse tandis que celui des non-résidents se replie (prolongeant la tendance haussière de la part des résidents observée depuis plus de 10 ans).

EMPLOI ET CHÔMAGE AU LUXEMBOURG



Sources : ADEM, STATEC (données désaisonnalisées)

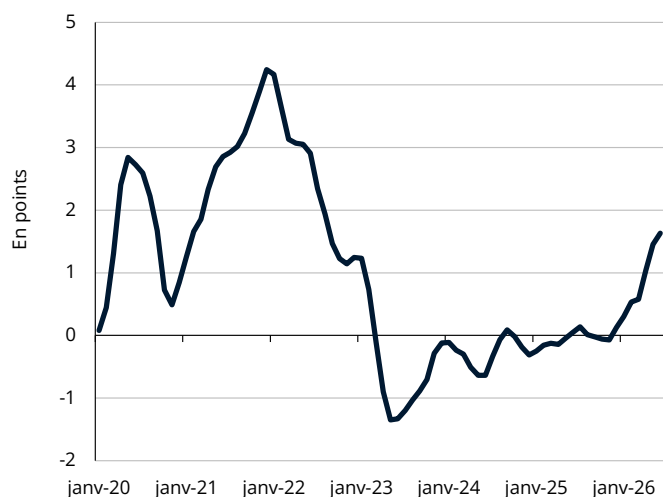
En 2024 et 2025, la croissance de l'emploi frontalier reposait quasi exclusivement sur l'afflux de résidents français. Les ressortissants de l'Hexagone restent largement dominants sur ce début de 2026, représentant 90% de la hausse des frontaliers entre décembre 2025 et avril 2026 (sur base des chiffres désaisonnalisés). Y contribuent également les frontaliers belges, dont le nombre s'inscrit à nouveau en hausse depuis le printemps 2025, et même les frontaliers allemands affichent une légère progression en ce début d'année (dans la santé et l'action sociale notamment), après deux ans de décline.

Vers un ralentissement des embauches ?

Si l'emploi maintenait le rythme de progression du 2^e trimestre sur le restant de l'année, la croissance anticipée dans la dernière Note de conjoncture pour 2026 (+1.7%, scénario central) serait légèrement dépassée. Toutefois, sur les derniers mois, les perspectives d'emploi tirées des enquêtes de conjoncture se sont dégradées par rapport au début d'année (donc avant l'éclatement de la guerre en Iran) et ce pour tous les secteurs recensés (le taux pour la construction a encore continué à se redresser jusqu'en mai, avant de légèrement refluer en juin). Par ailleurs, le nombre de postes vacants déclarés à l'ADEM s'est replié de près de 7% au 2^e trimestre 2026 (après +4% au 1^{er} trimestre).

International

INDICE MONDIAL DE PRESSION SUR LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT



Source : Macrobond (moyenne mobile sur 3 mois)

Note : Une valeur au-dessus (resp. en-dessous) de 0 indique des tensions croissantes (décroissantes) sur la chaîne d'approvisionnement.

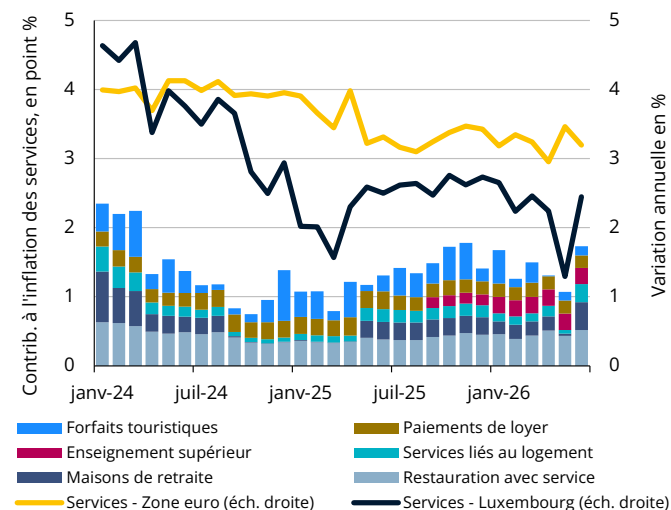
Un ravivement des tensions sur les chaînes d'approvisionnement

La guerre en Iran et le blocage du détroit d'Ormuz sont venus raviver les tensions sur les chaînes d'approvisionnement. Elles s'inscrivent à leur plus haut depuis la mi-2022, portées par un accroissement significatif du coût du transport maritime. Depuis le début de 2026, l'indice du fret maritime pour les matières premières en vrac a ainsi augmenté de 17%. Le coût de location des porte-conteneurs, en hausse de 7%, contribue également à ce renchérissement qui perturbe les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Le blocage du détroit d'Ormuz, par lequel transite environ 1/5 des exportations du kérosène mondial, a aussi fortement renchéri le coût du transport aérien, exerçant une pression supplémentaire sur la chaîne logistique. Ces tensions sont également alimentées par le stockage préventif des entreprises, qui cherchent à se prémunir contre d'éventuelles perturbations logistiques. Elles perdureront le temps que la fermeture effective du détroit d'Ormuz se poursuive et pourraient se renforcer considérablement si les attaques des rebelles Houthis en mer Rouge s'intensifient et limitent le passage par le détroit de Bab el-Mandeb. En 2023-2024, les perturbations en mer Rouge liées aux attaques des rebelles Houthis avaient en effet poussé les armateurs à contourner le détroit de Bab El-Mandeb par le Cap de Bonne-Espérance, ce qui avait allongé les délais de livraison et augmenté les coûts logistiques.

Inflation

INFLATION DES SERVICES



Sources : Eurostat, STATEC

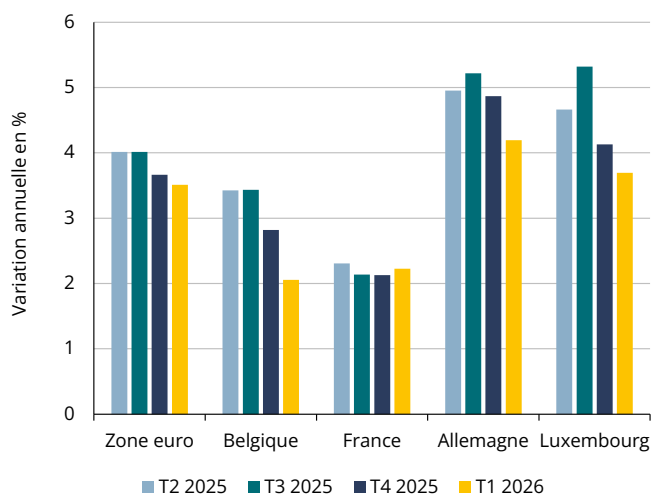
L'inflation des services demeure relativement faible

L'inflation des services a atteint 2.4% en juin, après seulement 1.3% en mai. Le freinage observé sur l'inflation annuelle de mai s'expliquait principalement par la fin des effets de l'indexation salariale de mai 2025. La dernière indexation de juin 2026 a de nouveau porté l'inflation des services. La hausse demeure néanmoins relativement modérée, comparée aux 3.7% en moyenne en 2024, et même 3.8% en 2022, mais également à celle observée dans la zone euro (3.2% en juin). Une indexation génère généralement un surcroît d'inflation limité à court terme, de l'ordre de 0.2 point de % au cours des deux mois qui suivent son entrée en vigueur.

En juin, les restaurants, cafés et établissements similaires demeurent les principaux contributeurs à l'inflation des services, même si leur contribution reste plus faible qu'en zone euro. Viennent ensuite les maisons de retraite, les services d'entretien, de réparation et de sécurité du logement, l'enseignement supérieur (suite au doublement des frais d'inscription à l'Université du Luxembourg à la rentrée 2025), les loyers effectivement payés pour la résidence principale, ainsi que les forfaits touristiques dont les prix demeurent particulièrement volatils.

Salaires

COÛT SALARIAL MOYEN



Sources : Eurostat, STATEC

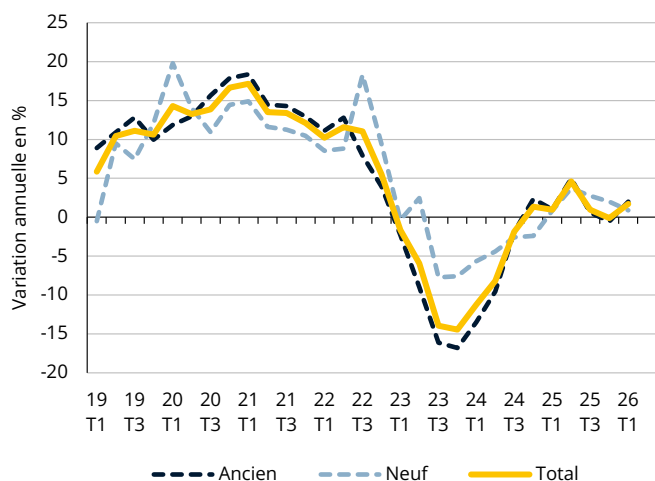
Ralentissement généralisé du coût salarial moyen

Au 1^{er} trimestre 2026, le coût salarial moyen (CSM) par personne a ralenti aussi bien au Luxembourg qu'en zone euro. L'Allemagne et la Belgique affichent un ralentissement assez marqué. La France ne ralentit pas mais enregistre par contre une progression plus modeste sur les 4 derniers trimestres.

Au Luxembourg, le CSM a augmenté de 3.7% sur un an au 1^{er} trimestre, selon les données les plus récentes, après 4.1% au 4^e trimestre 2025. Si la principale contribution à la croissance du CSM demeure l'indexation de mai 2025 (comme les trimestres précédents), le ralentissement récent est surtout attribuable à une moindre progression des salaires de base comparée aux trimestres précédents. Ceci concerne notamment les branches non-marchandes, dont la contribution est passée de 1.7 point de % fin 2025 à 1.1 point au début de 2026, en lien avec l'accord salarial de la fonction publique qui prévoyait une hausse des salaires de 2% en 2025 contre 0.5% cette année. La branche des activités spécialisées, scientifiques et techniques constitue une exception avec un CSM en accélération (leur contribution passant de 0.1 à 0.5 point de %), après un 4^e trimestre particulièrement faible lié à un recul des primes et gratifications. La hausse des cotisations patronales pour les pensions contribue par ailleurs positivement à la progression du CSM depuis le début de l'année.

Immobilier

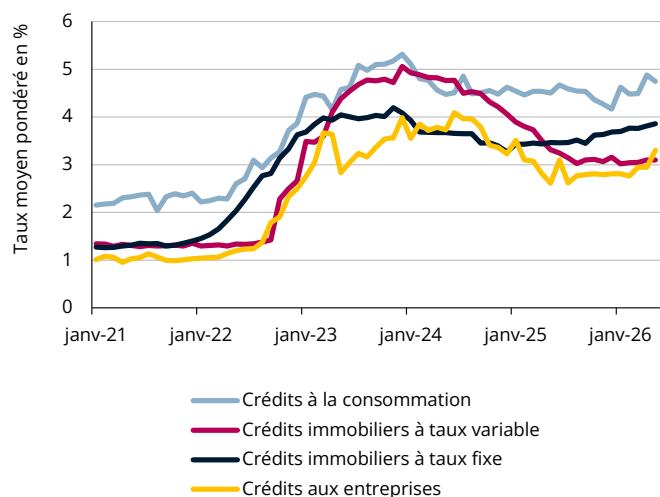
PRIX DE L'IMMOBILIER AU LUXEMBOURG



Source : STATEC

Secteur financier

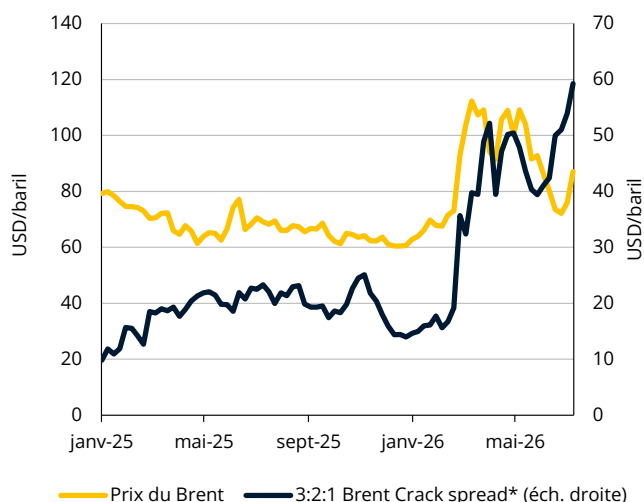
TAUX APPLIQUÉS SUR LES NOUVEAUX CONTRATS DE CRÉDITS



Source : BCL (données désaisonnalisées)

Énergie

PRIX DU PÉTROLE BRUT ET MARGES DE RAFFINAGE



Source : Macrobond

*Le « 3:2:1 Brent Crack spread » est un indicateur pour estimer la marge de raffinage du pétrole brut. Il part du principe qu'une raffinerie traite 3 barils de pétrole brut pour produire 2 barils d'essence et 1 baril de diesel/fioul domestique.

Les prix des logements progressent modérément

Au 1^{er} trimestre 2026, les prix des logements sont repartis légèrement à la hausse, affichant une progression de 1.7% sur un an, proche du rythme de l'inflation (1.6%) et inférieure à celui des salaires. Le nombre de transactions immobilières a augmenté de 3.3% sur un an, mais les ventes d'appartements neufs restent nettement inférieures à leurs niveaux d'avant-crise.

La méthodologie de calcul de l'indice hédonique des prix a été adaptée : le temps de trajet remplace désormais la distance à la ville de Luxembourg comme variable de localisation. Ce changement n'a qu'un effet limité sur l'évolution de l'indice global (-0.2 point de % sur la variation annuelle des prix immobiliers au 1^{er} trimestre), mais son impact n'est pas négligeable pour certains segments du marché, notamment les appartements vendus en état futur d'achèvement (VEFA), dont la progression est revue à la baisse, et les maisons, dont l'évolution des prix est rehaussée. Cette nouvelle méthodologie a été présentée dans la publication du logement en chiffres de septembre 2025 (pp. 20-23) et sera détaillée dans une autre publication qui paraîtra prochainement. Une fois neutralisé l'effet de cette modification, les prix des appartements apparaissent plutôt stables entre le 4^e trimestre 2025 et le 1^{er} trimestre 2026. Les prix des maisons, qui avaient le plus reculé depuis le pic de mi-2022, enregistrent en revanche une hausse trimestrielle de 2.4%.

Les taux d'intérêt remontent

Les taux d'intérêt appliqués aux crédits bancaires s'affichent quasiment en hausse sur les cinq premiers mois de 2026, excepté pour les prêts immobiliers à taux variable.

Selon l'enquête sur la distribution du crédit bancaire, la dégradation des perspectives économiques a poussé les banques à augmenter leurs marges sur les prêts aux entreprises et aux ménages pour couvrir le risque. Le taux moyen sur les crédits à la consommation a ainsi atteint 5%, au plus haut depuis la mi-2024. Celui des prêts immobiliers à taux fixe remonte depuis février – atteignant 3.9% – sous l'impulsion de la hausse des taux à long terme en zone euro, elle-même liée aux tensions géopolitiques et aux anticipations d'inflation plus élevées. Le taux variable sur les prêts immobiliers s'est au contraire stabilisé depuis la mi-2025 autour de 3.1%, mais il devrait repartir à la hausse dès le mois de juin suite au rehaussement du taux directeur de la Banque centrale européenne.

Après avoir augmenté au 1^{er} trimestre, la demande de nouveaux crédits repart à la baisse depuis et devrait encore reculer sur les prochains mois sous l'effet des hausses de taux et du durcissement des critères d'octroi de crédits par les banques.

Les prix pour les produits raffinés grimpent

Avec le déclenchement de la guerre en Iran, les prix des produits raffinés se sont envolés, suivant dans un premier temps la forte hausse des cours du pétrole brut. Depuis juin, cette corrélation s'est affaiblie. Alors que les prix du pétrole brut ont reflué sous l'effet des annonces successives de cessez-le-feu et de la mise sur le marché de réserves stratégiques, les marges de raffinage sont restées élevées avant de repartir nettement à la hausse.

Cette évolution s'explique par les fortes perturbations qui affectent actuellement les capacités mondiales de raffinage, en raison de deux conflits géopolitiques majeurs. La guerre en Iran et le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Depuis plusieurs semaines, l'Ukraine cible de manière systématique les raffineries russes, si bien qu'il est estimé que plus de la moitié des capacités de raffinage du pays sont actuellement à l'arrêt. Parallèlement, la situation dans le détroit d'Ormuz continue de perturber les flux d'approvisionnement en produits pétroliers.

Dans ce contexte, la pression sur les marchés des produits raffinés reste particulièrement forte. Les raffineries européennes ont d'ailleurs adapté leur production, notamment en augmentant la fabrication de kérosène afin de compenser la raréfaction des importations en provenance du Moyen-Orient.

Tableau de bord

	oct-25	nov-25	déc-25	janv-26	févr-26	mars-26	avr-26	mai-26	juin-26	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
Variations annuelles en %, sauf mention contraire											
Activité											
Production industrielle par jour ouvrable, en volume	10.9	1.0	-3.4	-6.0	-10.3	-4.3	-6.3	...	...	-6.9	-0.4
Production dans la construction par jour ouvrable, en volume	2.0	4.4	-0.1	4.8	1.7	3.8	2.1	...	...	2.6	0.2
Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail hors vente par correspondance et carburants	4.1	2.5	2.9	4.1	3.3	2.1	2.7	2.3	...	2.3	3.6
Prix, salaires											
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.7	3.0	3.1	1.3	1.3	2.4	3.1	2.3	2.2	2.5	2.0
Inflation hors produits pétroliers	2.5	2.6	2.9	1.9	1.7	1.8	1.7	1.0	1.5	1.4	2.3
Indice des produits pétroliers	7.0	12.2	5.7	-9.2	-7.3	11.5	27.6	25.7	16.0	23.1	-3.8
Indice des prix à la production industrielle	-2.7	-3.4	-3.7	-7.7	-8.4	-7.8	-5.4	-4.5	...	-5.9	4.0
Indice des prix à la construction ¹	2.0	2.0	2.0	...	...	...	...	...	...	2.0	0.8
Coût salarial moyen par personne (CNT)	4.2	4.2	4.2	3.4	3.4	3.4	...	...	...	3.4	3.4
Commerce extérieur											
Exportations de biens en volume	4.7	-2.7	11.5	-0.7	-4.5	7.4	2.4	...	...	1.8	-3.2
Importations de biens en volume	27.9	3.1	5.4	9.9	16.8	-1.3	10.1	...	...	7.9	0.3
Emploi, chômage											
Emploi salarié intérieur	1.5	1.5	1.4	1.5	1.5	1.5	1.7	1.8	1.8	1.8	0.9
Emploi national	1.9	1.8	1.7	1.3	1.3	1.2	1.4	1.4	1.5	1.4	1.3
Taux de chômage (en % de la population active, cvs, ADEM)	5.9	6.1	6.2	6.2	6.2	6.3	6.3	6.2	6.4	6.3	5.9

Source : STATEC. Cvs - corrigé des variations saisonnières, CNT - Comptes nationaux trimestriels. ¹ Estimations sur base de données semestrielles

Repères

	Variation en % par rapport au trimestre précédent					
	2024 T4	2025 T1	2025 T2	2025 T3	2025 T4	2026 T1
Zone euro - Croissance en vol. du PIB (Commission européenne)	0.4	0.7	0.1	0.3	0.2	-0.2
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (STATEC)	1.1	0.4	0.5	1.2	0.0	0.0
	Variation annuelle en %					
	2022	2023	2024	2025	Prévision 2026	Prévision 2027
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (STATEC)	-1.1	0.1	0.4	0.6	1.2	1.9

PIB en valeur (2025)  89 522 Mio EUR	Salaire minimum mensuel (01/06/2026)  2 771.33 EUR Prochaine indexation des salaires prévue : T2 2027	Indice des prix à la consommation (06/2026)  1 056.28 Moyenne semestrielle de l'indice: 1 044.87	Balance courante (T4 2025)  -47 Mio EUR	Population résidente (01/01/2026)  691 000
--	--	---	---	--

STATEC

Pour en savoir plus

Bureau de presse | ☎ +352 247-88455 | ✉ press@statec.etat.lu
statistiques.lu

La reproduction totale ou partielle du présent bulletin d'information est autorisée à condition d'en citer la source.

Restez connectés ! Inscrivez-vous à notre newsletter

